

Et maintenant ?

L'essentiel à retenir n'est-il pas que le combat contre la politique de Sarkozy est, enfin, engagé. Un combat qui s'annonce difficile, vu l'adversaire. Le terrain et les rapports de forces ne lui sont cependant pas aussi favorables qu'il l'espérait. Un conflit majeur dans les transports, une mobilisation nationale dans les facs, une grève importante dans la Fonction Publique, un 20 novembre qui a permis de premières jonctions : tirons les leçons pour préparer un avenir... proche !

Premier constat : le gouvernement n'a pas réussi à défaire les cheminots. Ce qui vient de se passer à la SNCF, à la RATP (et à l'Opéra) – qui sait ce qui s'est passé à EDF/GDF !? – est extrêmement important à analyser. Chacun se demandait s'ils seraient pour Sarkozy ce qu'ont été les « mineurs » pour Thatcher. Il n'en est rien. Et ce malgré une pression considérable des directions des « grandes » confédérations pour les amener à la raison, éviter coûte que coûte le conflit, au risque d'une défaite sans combat... Il nous faudra d'ailleurs revenir sur leurs positionnements dans le conflit : si Chérèque était attendu et n'a guère étonné, Bernard Thibault a, lui, surpris beaucoup de monde ce qui ne sera pas sans conséquence sur les stratégies syndicales et sociales à venir. Face à la stratégie du gouvernement qui travaille à diviser, cherche l'affrontement pour obliger l'adversaire à montrer ses forces, mais recule dès que nécessaire, la base, en Assemblées générales, a réussi à construire un rapport de forces conséquent, à pousser le gouvernement sur la défensive. A l'heure où nous écrivons, rien n'est acquis, et on ne pourra sans doute pas parler de victoire, ni pour les uns ni pour les autres. Mais n'en est-ce pas déjà une quand on se rappelle les campagnes médiatiques, la difficulté à construire une convergence, l'attitude frileuse de nombres de syndicats, tétanisés depuis l'élection de Sarkozy ?

Cette amorce d'affrontement politique pose de nombreuses questions et le mouvement social peut en tirer dorénavant et déjà une bonne nouvelle : le gouvernement n'est pas réellement en état de passer en force et les potentialités de combat restent grandes pour peu que l'on veuille bien les entretenir et les encourager.

Un des débats qui a traversé le mouve-

ment syndical⁽¹⁾ a porté sur la possibilité de construire sur les retraites une véritable convergence qui aurait permis de sortir du seul mot d'ordre sur les régimes spéciaux pour passer à celui sur les « 41 années de cotisation ». Mais si le dossier des retraites est en fond de scène pour tout le monde, il n'a pas permis de concrétiser une véritable convergence qui aille bien au delà de l'expression d'une solidarité ou d'une simple jonction dans la lutte.

Les cheminots ont bien sûr raison de dire que leur combat prépare celui de 2008, mais chacun voit bien que leur bataille se construit et se développe sur leur revendication « spécifique » quant aux régimes spéciaux et qu'il a été impossible aujourd'hui de mobiliser sur un mot d'ordre reposant sur des « promesses », aussi inquiétantes soient-elles ! Par contre la conjonction de mouvements est, elle, possible et de fait elle a changé la donne pour le gouvernement qui a tous les conflits dans son champ de vision car la crise est déjà là : pouvoir d'achat, justice, services publics, jeunesse.

Tout est en crise...

Le mouvement des étudiants est évidemment le deuxième élément de la situation. Là aussi et malgré la stratégie de l'UNEF, acceptant en juillet ce qu'elle prétend combattre aujourd'hui, le mouvement s'est

construit patiemment. Après un démarrage normalement difficile en l'absence de toute force structurée « représentative », cette mobilisation s'est inscrite dans la durée, dans l'approfondissement, dans l'ancrage sur ses propres revendications, a joué les jonctions avec l'éducation, la Fonction publique, l'élargissement avec les lycées. S'il est impossible, déjà naturellement, encore plus dans un contexte où l'UNEF fait des pas de deux, de prévoir ce qu'il va en advenir, ce mouvement traduit à la fois le mal-être d'une génération à qui l'on annonce la fin du modèle social et son refus de voir l'université complètement submergée par la vague libérale.

Le 20 a tenu ses promesses. Il a été un temps fort de mobilisation par l'importance des manifestations, le nombre de grévistes,





PHOTOS : J.M. MIGNEAU

Dans la Fonction publique, les dizaines de milliers de suppressions annoncées, la remise en cause des statuts et plus fondamentalement celle des missions, représentent pour les services publics et les fonctionnaires une terrible régression.

C'est le cas à l'ANPE où la lutte contre la fusion avec les Assedics démarre le 27 novembre et s'accompagne d'un plan unitaire des organisations syndicales pour la poursuivre⁽¹⁾. Aux impôts et face à la fusion trésor/impôts, les organisations syndicales sont engagées dans des négociations pour préparer le rapport de forces. La Justice qui se mobilise avec force, depuis plusieurs semaines, contre les suppressions massives de tribunaux aura une journée d'action le 29.

Le volet « Fonction publique du 21^{ème} siècle et Révision générale des politiques publiques (RGPP) » est également très sensible et menace de nombreux services publics.

La mise en route – un peu poussive comparée aux autres secteurs ! – des salariés

des Fonctions publiques est certainement un élément important du rapport de forces.

Il faut maintenant pousser les feux...

Sur ce plan de la Fonction publique, il faut obliger les fédérations de fonctionnaires à donner une suite rapide au 20 novembre. C'est ce qui semble se dessiner après la réunion du 21 avec l'ultimatum et la décision unitaire de boycotter les prochaines tables rondes. Les plus timorés ont dû s'y résoudre face au refus gouvernemental d'offrir la moindre miette. Mais ne sous-estimons pas la capacité de ce pouvoir à faire de fausses propositions pour reculer l'échéance. Sur ce terrain, un mot d'ordre semble s'imposer : celui des salaires, du pouvoir d'achat, du « travailler plus pour gagner moins ! » qui prend à revers tout le discours du candidat président prétendant « faire ce qu'il a dit ! ». Il a de plus le mérite de pouvoir faire la jonction avec le privé et donc l'interprofessionnel. La crise sociale qui s'aggrave, la flambée des prix dans l'alimentation, la hausse des carburants peuvent générer des relais chez les salariés du privé.

La question des postes est majeure dans la Fonction publique d'Etat – la Territoriale

semble épargnée. La question des missions (et donc des Services Publics) est évidemment la plus importante mais difficile à traduire en terme de « mot d'ordre »...

... et donner des perspectives !

La perspective de nouveaux « temps forts », d'une nouvelle grève en décembre est ouverte. Sera-t-elle suffisante pour fédérer des mouvements en construction au delà des mécontentements ? L'évolution de la situation sur les régimes spéciaux, de la mobilisation dans les facs et les lycées sera de ce point de vue déterminante.

Mais il est un autre front sur lequel il nous faut nous re-concentrer sérieusement, c'est évidemment celui de l'éducation. Parce qu'il a été le principal secteur en grève le 20 ; parce que c'est celui où la FSU est en totale responsabilité ; parce que c'est celui de la convergence, pour le coup, avec les étudiants et les lycéens.

Chacun sait que les attaques contre l'éducation et donc contre les personnels vont être massives et fortes⁽²⁾. Que ce soit dans le premier degré avec les 23 propositions de Darcos, dans le second degré où il va falloir concrétiser les milliers de postes supprimés en s'attaquant aux enseignements (et aux enseignants), ou contre les personnels administratifs. Si nous ne préparons pas cet affrontement, alors nous serons à nouveau désarçonnés et à la merci d'un gouvernement qui sait très bien manœuvrer... comme le coup du « samedi matin » vient de le démontrer !

Il nous faut donc afficher une plate-forme : abrogation de la loi LRU, augmentations salariales, moratoire sur les suppressions de postes, retraites. Il faut dénoncer les régressions qui se préparent pour les enfants et les jeunes (remise en cause de la maternelle, du collège unique, la question des bacs, des BEP...) pour construire une campagne large, qui s'adresse à l'ensemble des salariés concernés par l'avenir de l'éducation.

Il est possible que les rythmes s'accélèrent. Soyons prêts et pour cela menons nos propres batailles, mobilisons notre propre « milieu ». Pour converger il faut être au moins deux ! ●

JEAN-MICHEL DREVN,
LE 23 NOVEMBRE 2007.

1) Voir à ce sujet pages 6-7 l'interview de Christian Mahieux, Secrétaire fédéral de SUD-Rail et pages 32-33 la table ronde sur la stratégie syndicale avec Annick Coupé pour Solidaires, JMD et Gérard Aschieri...

2) Voir page 14.

3) Voir page 15 et suivantes...



Oui, certainement, il faut une convergence des luttes !.

notamment dans l'éducation (et pas que chez les enseignants) et dans la plupart des secteurs... Un mouvement, donc, au-delà des attentes !

Cette mobilisation dans les trois fonctions publiques s'est révélée « populaire » et c'est un point positif qu'il nous faut encore développer en nous adressant aux usagers. Elle s'attaque de front à la politique sarkozienne de remise en cause du « modèle social issu de la libération ».

Sur le feu, il y a aussi la mise à mal du code du travail, actuellement discuté dans le privé entre patronat et confédérations. On ne voit guère d'ailleurs de travail préparatoire de la part des confédérations, prétendument si « centrées sur le privé », sur ces sujets alors que le MEDEF vient de proposer tout simplement de supprimer la durée légale du travail !